

Paris, le 27 septembre 2010

Monsieur François FILLON
Premier Ministre
Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75007 PRIS

Monsieur le Premier ministre,

Par lettre du 31 mai 2010 nos associations du domaine sanitaire, social et médico-social vous ont saisi de leurs vives préoccupations au regard des décisions que prépare votre Gouvernement en matière de finances publiques, en particulier pour ce qui concerne leurs secteurs d'activité.

Elles vous faisaient part d'un certain nombre de suggestions résultant de leur connaissance du terrain en insistant sur la nécessité de préserver le principe de solidarité qui caractérise l'essentiel de notre système de protection sociale et qui vient de faire une nouvelle fois la preuve de son efficacité dans la traversée de la crise.

Elles vous demandaient également de bien vouloir accepter de les rencontrer pour évoquer ces sujets, vous dire de vive voix leurs constats et leurs inquiétudes et vous entendre sur les intentions et les priorités des pouvoirs publics.

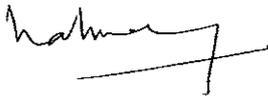
Cette lettre n'a jusqu'à présent reçu aucune réponse. Ce silence ne manque pas de nous étonner. Rappelons que les associations de solidarité s'adressent à plusieurs millions de personnes, représentent environ 35 milliards € de chiffre d'affaires, emploient un million de salariés, qu'elles constituent enfin les principaux opérateurs des politiques sociales de notre pays.

Depuis cette lettre de nombreuses décisions financières ont été et sont prises par les ministères, les collectivités locales, les organismes de sécurité sociale. Nombre d'entre elles compromettent les missions, voire même l'existence, de nos adhérents. Ces décisions diverses nous paraissent prises sans plan d'ensemble, sans priorités, sans autre objectif, semble-t-il, que la seule recherche d'économies. Cette situation est en train de se développer dangereusement pour la cohésion sociale et fragilise la situation des personnes accompagnées. De plus, l'absence de visibilité qui l'accompagne ne permet pas à nos associations de se préparer en connaissance de cause aux évolutions voulues par les pouvoirs publics.

./....

C'est pourquoi nous réitérons notre demande d'audience en ajoutant que celle-ci nous paraît d'autant plus urgente que ces décisions se multiplient actuellement. Nous aurions beaucoup de difficulté à comprendre que, dans une conjoncture aussi préoccupante et, à la différence des partenaires sociaux que vous consultez régulièrement, nous soyons les seuls corps intermédiaires à ne pouvoir nous entretenir avec le Chef du Gouvernement.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier ministre, à l'assurance de notre haute considération.



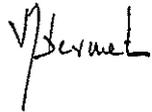
Dominique BALMARY
Président UNIOFSS



Jean-Marie BARBIER
Président APF



Christophe DELTOMBE
Président Emmatts France



Michel DESMET
Président CNAPE



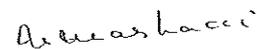
Christel PRADO
Présidente UNAPEI



Raymond ETIENNE
Président Fondation Abbé Pierre



André FLAGEUL
Président UNA



Nicole MAESTRACCI
Présidente FNARS



Jean-François MATTEI
Président Croix-Rouge française



François SOULAGE
Président Secours Catholique



Michel TANFIN
Président ADMR